

fini par être caractérisée comme « positive, coopérative et étendue » par les deux protagonistes, malgré des disputes récurrentes sur le yuan, la contrefaçon, ou les barrières

fragilité nouvelle de l'Amérique, la codépendance qui s'est accrue avec son investisseur chinois, l'obligation de faire face ensemble aux dangers les plus menaçants

sur l'acier ou les pneus ni à imposer ses desiderata, comme une croissance plus forte du marché intérieur chinois. Depuis le sommet de juillet, « la relation est un

veulent pas qu'on leur en demande trop, les Américains parce qu'ils doivent ménager leurs autres activités », a souligné Nicholas Lardy.

VIRGINIE ROBERT

Unis avec le reste du monde, qui avait très légèrement reculé en août (-0,1 %), a augmenté en septembre de 4,5 % par rapport au mois précé-

dent. Le déficit commercial américain était tombé en mai à son plus bas niveau depuis fin 1999.

INTERVIEW

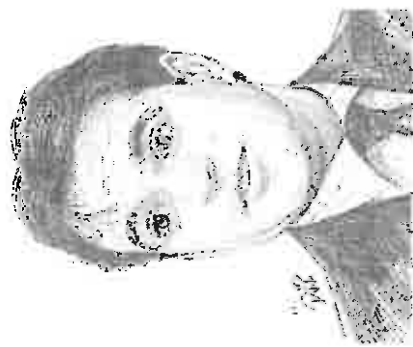
**NIALL FERGUSON** PROFESSEUR D'HISTOIRE ÉCONOMIQUE À HARVARD

## « Pékin va devoir réduire le niveau de ses réserves en dollars »

Auteur du best-seller « The Ascent of Money » (traduit en France aux Editions Saint-Simon), l'historien et économiste Niall Ferguson est persuadé que la concentration de l'épargne massive des Chinois sur des actifs en dollars (le « saving glut » selon Ben Bernanke) est un phénomène réversible.

Pensez-vous que le niveau considérable de réserves en dollars détenues par la Chine soit davantage aujourd'hui une menace ou un confort pour l'économie américaine ?

C'est une aide pour les États-Unis, mais une menace pour tous les autres pays. Washington a de toute évidence besoin de trouver des acquéreurs pour écouler ses 1.000 milliards d'émissions de bons du Trésor. Le problème est que l'indexation du renminbi sur le dollar permet aux Chinois de surfer sur la dépréciation du dollar. Lorsque le dollar baisse, le renminbi recule aussi. Et si vous regardez quel est l'effet sur le commerce mondial, cela tue la compétition. C'est le nouveau phénomène : la « Chinamétrie » s'est muée en un nouveau système basé sur la dépréciation des deux monnaies. Ce qui est une très mauvaise nouvelle pour l'Europe et le Japon. Car il leur est impossible de rivaliser. Les Chinois font des gains de parts de marché aux dépens de tous les autres grâce à cette



Niall Ferguson.

dépréciation. Pour ma part, je pense que le dollar va sans doute rester volatil, mais sur les six ou douze prochains mois, je pense qu'il pourrait encore connaître une dépréciation de l'ordre de 10 à 20 %. La Fed n'interviendra pas, car ce n'est pas son affaire. Bien sûr, personne ne dira : « Notre politique est celle du dollar faible. » Comme disait le secrétaire au Trésor de Richard Nixon, John Connally : « Le dollar est notre monnaie mais votre problème... »

Vous avez déclaré que l'administration Obama a tendance à surestimer la patience des Chinois en termes de politique de change ? Pensez-vous qu'elle a atteint ses limites ?

Je pense que les Chinois sont en

du dollar comme monnaie de réserve. Et il n'y a presque aucune communication entre les forces armées chinoises et américaines. Washington cherche à apaiser les craintes de Pékin. Mais les Chinois pensent que la consommation américaine ne reviendra pas à ses niveaux antérieurs. Ils ont une vision plus dynamique de la relation Chinamérique.

Quel est le principal risque aujourd'hui pour la politique économique de Barack Obama à vos yeux ?

Le doublement de la dette fédérale est extrêmement risqué. Même si Washington parvenait à réduire le déficit de moitié, cela resterait à un niveau proche de 6 % du PIB. Il est impensable d'avoir un déficit de 1.000 milliards de dollars chaque année. Ce sera un test décisif du courage politique de Barack Obama. L'année dernière, une part de 7 % du budget fédéral a été affectée au service de la dette. Ce pourcentage pourrait monter à 20 % si aucune initiative n'est prise.

A ce niveau, vous risquez de perdre votre crédibilité en tant qu'emprunteur souverain. Le problème d'Obama est qu'il est entouré de keynésiens persuadés que l'on peut résoudre le problème de la dette en émettant davantage de dette.

PROPOS RECUEILLIS PAR PIERRE DE GASQUET

## Les pays d'Asie-Pacifique jugent irréaliste un accord contraignant sur le climat

Selon les pays de l'Asie-Pacifique, il est irréaliste de négocier un accord mondial juridiquement contraignant d'ici au sommet de Copenhague.

Le sommet de Copenhague sur le climat début décembre ne verra pas la signature d'un accord international juridiquement contraignant. Il serait en effet « irréaliste » de négocier un tel accord en trois semaines, a assené

hier matin le négociateur américain, Michael Froman, à l'issue d'une rencontre avec ses homologues chinois, australien, russe, mexicain, et indonésien, en marge du sommet à Singapour de l'Apec (Association de coopération économique de l'Asie-Pacifique). Un consensus s'est établi parmi les dirigeants des 21 pays de l'Apec selon lequel il serait impossible de se mettre d'accord sur des mesures contraignantes, avec, par exemple, quotas à la clé, visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre. C'est ce qu'a d'ailleurs reconnu le Premier ministre danois, Lars Rasmussen, hôte du sommet sur le climat qui s'ouvrira le 7 décembre prochain, venu « prendre la température » des dirigeants de l'Asie-Pacifique. « Nous devons dans les prochains semaines nous concentrer sur ce qui est possible et ne pas nous laisser distraire par ce qui ne l'est pas », a-t-il déclaré à Singapour. Lars Rasmussen a défendu un plan en deux étapes, la première étant la signature d'un accord politique général à Copenhague. La seconde serait consacrée aux négocia-

tions, durant l'année 2010, sur l'objectif de financement et les mesures contraignantes à prendre pour réduire les émissions de gaz. Devant les critiques des ONG, selon lesquelles repousser à plus tard la signature d'un cadre contraignant serait un moyen de ne rien décider, Lars Rasmussen a expliqué qu'une approche en deux étapes demeurerait, « vu le temps qu'il reste », la plus efficace.

**Un plan d'action plus ambitieux**  
Ces professions de foi de réalisme et d'ambition modeste contrastaient avec l'engagement pris la veille, par Nicolas Sarkozy et son homologue brésilien, Luiz Lula da Silva, de « vendre » au reste du monde un accord de 1990 des émissions mondiales de gaz à effet de serre, avec un soutien financier des pays riches aux pays pauvres. Nicolas Sarkozy compte plaider en faveur de ce plan d'action dès jeudi soir à Bruxelles, lors d'un entretien avec la chancelière allemande, Angela Merkel, et avec Lars Rasmussen. Il se rendra aussi le 26 novembre à Manaus, au Brésil, où doivent se réunir dix pays amazoniens. Le président Lula a pour sa part indiqué qu'il téléphonerait au président américain, Barack Obama, qu'il a clairement présenté avec son homologue chinois Hu Jintao comme les principaux freins aux discussions.

YVES BOURDILLON

Rundi 16 novembre 2009 - Les Echos